

Introduction

Les Congos dans la guerre : enjeux locaux, mobilisations et représentations

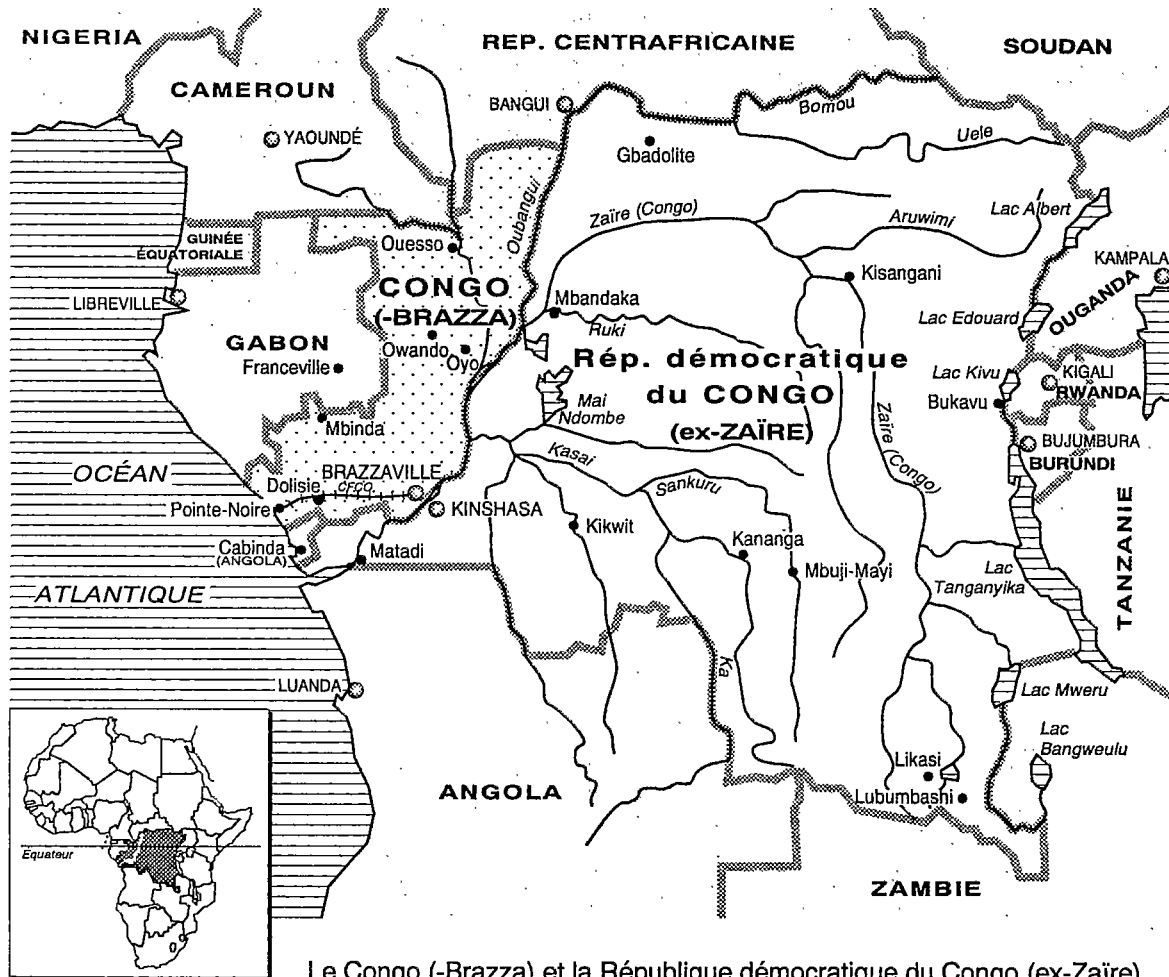
DÉPUIS 1997, il y a de nouveau deux Congos au centre de l'Afrique. D'un côté, Laurent Désiré Kabila a tenu à marquer dans le nom du pays l'éradication de l'« authenticité » mobutiste qui avait promu le « Zaïre ». Il est né de cette rectification une république « démocratique ». Sur l'autre rive, la république « populaire » du Congo de la période révolutionnaire et des alliances à l'Est est devenue, depuis la conférence nationale de 1991, une simple « république » (1).

Ce n'est pourtant pas ce rapprochement aléatoire de la terminologie qui décide de l'intérêt d'observer simultanément la situation politique actuelle de ces deux pays. Les Congos ont plus qu'un nom en commun. Le fleuve qui leur sert de frontière est au cœur des populations Bangala. Plus en aval, d'autres grands groupes s'étendent, sans discontinuité, sur les deux pays, et même jusqu'au Gabon pour les Teke et à l'Angola pour les Kongo (2). La proximité historique des habitants des deux rives a nourri durant les années 1950 des rêves de réunification. Ceux-ci ont inspiré quelques discours quand Kasa-Vubu et Youlou, tous deux Kongo,

(1) Une autre variante de ce jeu d'appellations remonte à 1995. Durant son mandat, le président Lissouba avait donné dans une interview la mesure de son amertume face à certaines puissances en déclarant qu'il n'acceptait pas qu'on le prenne pour le dirigeant d'une « républiquette ».

(2) Sur les Bangala, appelés aussi « gens du fleuve », « gens d'eaux » ou « riverains » et qui sont en fait le résultat de mul-

tiples brassages de communautés, voir I. Ndaywel è Nziem, *Histoire du Zaïre ; de l'héritage ancien à l'âge contemporain*, Louvain, Duculot, 1997, p. 175. Sur l'ensemble des populations de la région, voir aussi J. Vansina, *Paths in the Rainforest : Toward a History of Political Tradition in Equatorial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press, 1990.



Le Congo (-Brazza) et la République démocratique du Congo (ex-Zaire)

étaient présidents (3). Puis tout s'est gâté, puisqu'une sorte de prolongement du « rideau de fer » s'est installé pendant près de trente ans sur la frontière entre les deux pays. Mais un rideau de fer tropical, perméable, presque imaginaire, malgré la CIA d'un côté et les Cubains de l'autre, car les migrations de populations n'ont pas cessé pour autant. L'interpénétration économique s'est avérée tout aussi remarquable jusqu'à ce jour, particulièrement dans la zone des capitales jumelles, Kinshasa et Brazzaville.

Pourtant, il s'agit bien de deux sociétés, de deux trajectoires du politique et de deux expériences de construction de l'État tout à fait séparées et dissemblables dans lesquelles les échanges sont intenses et incessants mais où la différence prime sur la similitude. Deux mondes proches qu'écarte la logique des États modernes, aussi faibles soient-ils.

Comme sociétés, comme systèmes politiques, les Congos ne sont pas plus réductibles l'un à l'autre que ne le serait l'un des deux comparé à n'importe quel autre pays de la région. Celui de Brazzaville se prête d'ailleurs plus facilement à la comparaison historique avec son voisin gabonais par exemple (4). Quant à celui de Kinshasa, il est banal de rappeler qu'il vit depuis longtemps sur ses frontières, en osmose avec ses différents voisins et qu'il est constitué d'autant de zones distinctes ayant chacune une dynamique transfrontalière plus ou moins intégrée : Congo des Grands Lacs avec les Kivu aux confins des voisins de l'Est, Congo du Shaba en continuation avec le Copper Belt zambien, etc. A cette échelle spatiale, qui n'est plus celle du voisin de l'autre rive (5), le Congo-Kinshasa n'a pas d'équivalent en Afrique centrale.

Pourquoi alors étudier ensemble ces deux pays ? Après avoir fait la part de l'association verbale, il faut en venir aux motifs de ce choix. Il s'agit ici de répondre – avec les outils des sciences sociales et en prenant appui, autant que possible, sur des observations directes – aux questionnements soulevés par les déstabilisations violentes qui ont été déclenchées au Zaïre en 1996 et l'année suivante au Congo avant d'aboutir au renversement des régimes en place. L'installation d'un nouveau groupe au pouvoir à Kinshasa en mai 1997 et la restauration d'un autre groupe à Brazzaville en octobre de cette même année renforcent la ressemblance passagère des deux scènes politiques. Enfin, il s'agit de deux régimes

(3) Voir D. Gondola, *Villes miroirs ; migrations et identités urbaines à Kinshasa et Brazzaville, 1930-1970*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 326 ss.

(4) G. Sautter, *De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du sous-peuplement*, Paris, La Haye, Mouton et EHESS, 1966 ; F. Bernault, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale ; Congo-*

Brazzaville, Gabon, 1940-1965, Paris, Karthala, 1996.

(5) La RDC a plus de 2,3 millions de km² et le Congo-B. 342 000 km² seulement. En terme de populations, l'écart est plus fort encore : il y a 18 fois plus d'habitants d'un côté que de l'autre, soit 46,8 millions contre 2,6.

qui sortent de manière aussi autoritaire que violente de transitions démocratiques non consolidées (6). Dans les deux cas, et malgré des variations importantes des scénarios, les nouveaux régimes se fondent ouvertement sur la dénonciation des projets de « démocratie libérale » qu'ils accusent d'être à l'origine de la guerre (7).

Les formes élémentaires de la violence politique

Dans l'environnement de l'Afrique centrale des années 1990, la guerre civile et toutes les formes connexes de déstabilisation sont omniprésentes. Il suffit d'un rapide tour d'horizon porté sur les neuf voisins de l'ancien Zaïre pour relever le génocide rwandais de 1994, les rebellions du Burundi et de l'Ouganda, la guerre du Soudan, les mutineries à répétition en République Centrafricaine et la guerre de 20 ans en Angola. Seules la Tanzanie – néanmoins menacée et discrètement active – et la Zambie font figure de relatifs havres de paix. Les deux voisins supplémentaires qu'ajoute Brazzaville à cette zone des deux Congos – Gabon et Cameroun – sont aussi relativement paisibles (8). Ils apportent la touche, pour le moment, rassurante de l'espace dit « francophone ». Il faut souligner cependant que cet espace et son patron français sont devenus d'une discrétion frôlant l'évanouissement depuis l'échec des engagements malheureux aux côtés de Habyarimana et de Mobutu.

Dans ce tableau régional mouvementé, l'évolution des deux Congos ne se singularise donc pas par l'intensité de la violence qui s'y développe mais plutôt par la ressemblance des scénarios de crises politiques et par une certaine synchronisation des calendriers. Pour cette raison, les textes fournis ici ne s'attachent pas à expliquer la déstabilisation de deux sociétés d'Afrique centrale selon une optique qui pourrait être qualifiée de « géopolitique ».

(6) L'ensemble des textes regroupés ici interroge les trajectoires du politique dans les deux Congos avec l'objectif d'y trouver des explications de la violence et de la (re)militarisation. La problématique de la démocratisation en est à peu près absente. Et en même temps que celle-ci, tout ce qui, dans les institutions sociales existantes, incline vers la civilisation des mœurs. Parmi les analyses de l'échec des démocratisations, on pourra se reporter à G. de Villers, G. et J. Omasombo T., *Zaïre. La transition manquée (1990-1997)*, Cahiers Africains, Bruxelles, Institut africain/CEDAF, Paris, L'Harmattan, n° 27-28-29, 1997 et, pour le Congo-B., P. Quantin, « Congo : On achève bien les transitions », in *Polis, Revue camerounaise de science politique*, vol. 6, n° 2, août 1998, pp. 5-17.

(7) Un raccourci saisissant de l'expression de cet état d'esprit est donné par exemple dans l'hebdomadaire brazzavillois « Le Choc », qui écrivait, en octobre 1998 : « Le retour à une paix durable est nécessaire, quelle que soit la manière d'y parvenir, car il vaut mieux avoir un État fort sans démocratie qu'une démocratie sans État ». Voir aussi les rapports de l'office congolais des droits de l'homme accessibles sur le site : www.multimania.com/ocdh/.

(8) A condition de situer à un degré inférieur de gravité l'insécurité dans le Nord du Cameroun et la tension avec le Nigeria due au contentieux de Bakassi.

Cette dimension est sans doute importante. Ce n'est pas celle qui est privilégiée dans les pages qui suivent où la parole est donnée à des chercheurs qui travaillent sur des processus sociaux circonscrits dans des espaces relativement restreints. De plus, il a été autant que possible fait appel à des spécialistes qui étaient sur le terrain au moment des événements qui sont analysés. L'ensemble des textes réunis se présente donc comme une contribution locale à l'interprétation globale des guerres des Congos et, de manière extensive, aux contextes sociaux dans lesquels ces bouleversements violents ont eu lieu. La politique officielle et formelle, celle des institutions internationales, des gouvernements et des conférences diplomatiques, les enjeux économiques des multinationales et des entrepreneurs de moindre envergure, ne sont pas abordés comme tels.

Plus que les événements militaires, humanitaires, diplomatiques ou médiatiques qui ont balisé la période, laissant autant de repères chronologiques précieux, c'est la dimension sociale de cette violence armée qui fournit le fil conducteur des études qui ont été rassemblées. L'analyse de ce contexte social, c'est-à-dire des conditions sociales de possibilité de la guerre, fait appel à l'observation d'objets qui ont une existence historique dépassant largement l'événement ou encore qui ne parlent pas directement de la guerre. Cependant, tous passent aussi par un questionnement sur la chute des détenteurs de pouvoirs ambigus (quelle obéissance ? quelle légitimité ?) à la tête d'États faibles. Leur remplacement ne semble pas avoir durablement remédié à l'instabilité de ces systèmes politiques malgré les dispositions sévères prises par les nouveaux dirigeants. En août 1998 a éclaté une offensive contre Laurent Désiré Kabila. Plus que la mobilisation de 1996-97 contre Mobutu, cette nouvelle guerre de 1998 entraîne des alignements au niveau continental. A la même époque, Denis Sassou-Nguesso n'a pas à faire face à une coalition aussi puissante, toutefois les attaques menées par des miliciens dans le Sud du pays (en particulier l'attaque de Goma-Tsétsé par les Ninjas en septembre 1998) attestent suffisamment l'instabilité de l'autre Congo.

Cette instabilité constatée au sommet de la hiérarchie étatique n'est jamais réductible à un seul facteur explicatif ; elle n'est pas la conséquence des ambitions de quelques personnes, ni le résultat de la concurrence des puissances externes ou des appétits de sociétés multinationales. Certes tous ces acteurs défendent généralement sans scrupules les positions qui correspondent à leurs intérêts. Ils ont des responsabilités identifiables dans le développement des situations belliqueuses, mais les guerres qui ont lieu aujourd'hui dans les Congos sont d'abord des processus de crise nourris de la logique interne des enjeux sociaux, engageant dans l'affrontement non pas des étrangers mais des proches, voire des semblables. De ces mécanismes endogènes émergent des stratégies

complexes, brutales et souvent délirantes (9) d'inventions identitaires – ou d'accélération de tendances préexistantes à la différenciation – solidifiant la cohésion de groupes fluides (10) sur lesquels peuvent s'appuyer des mobilisations politiques sectorielles.

Une scène des combats de Brazzaville illustre cette thèse de la primauté de la dimension sociale de la guerre. Durant une journée de juillet 1997, les combattants des milices rivales décidèrent, apparemment sans prendre l'avis des directions politiques, un cessez-le-feu durant lequel ils purent accélérer les pillages sans être perturbés par les armes. Ils pactisèrent même en reprochant à leurs chefs de les envoyer se faire tuer tandis que ceux-ci avaient mis leurs enfants à l'abri à l'étranger. Ce type de situation attire l'attention. Son dévoilement oblige à prendre des distances par rapport à des interprétations qui verraient dans les mobilisations politiques (pacifiques aussi bien que violentes) le seul résultat de l'instrumentalisation de l'ethnicité (ou de la jeunesse, ou d'autres clivages encore...) par les entrepreneurs politiques. Cette autonomie relative des logiques de la violence physique montre les limites des appareils politiques, ceux des États comme ceux des oppositions et des rebellions. Elle explique par la même occasion la difficulté de mettre en œuvre des protocoles de retour à la paix. Il en va ainsi de la persistance de la violence périphérique dans la RDC de L.D. Kabila bien avant la défection des membres de son entourage soutenus par le Rwanda et l'Ouganda. De même, la mise aux pas des milices victorieuses continuant leurs exactions à Brazzaville (où se trouve ce qui reste de richesses) pose-t-elle, après octobre 1997, des problèmes à peu près aussi ardues à D. Sassou-Nguesso que le combat contre les milices d'opposition qui ont pris le maquis dans le Sud.

Tout ceci suggère que les États dont il est question ici ne sont pas des instances de contrôle de la violence physique sur un territoire. C'est évidemment leur nature néo-patrimoniale, leur capacité à répartir des prébendes à des clientèles tout en bénéficiant de la reconnaissance internationale qui explique la polarisation des stratégies des chefs rebelles sur les palais présidentiels quand toutes les données « ethno-régionales » indiquent par ailleurs qu'ils pourraient – ou devraient – découper des territoires indépendants dans le cadre des États existants (11). C'est aussi ce qui rend compréhensible l'intérêt des acteurs externes, surtout les compagnies

(9) « Délirantes » est entendu ici dans le sens de constructions mentales présentant une distorsion forte de la relation avec la réalité ambiante et pouvant, le cas échéant, s'accompagner d'une grande exaltation.

(10) Ou entraînant la cristallisation de systèmes de solidarité à « polarisation

variable ». Cette dernière notion est empruntée à G. Nicolas, « Les nations à polarisation variable et leur État : le cas nigérian », in E. Terray (dir.), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1987, pp. 157-174.

(11) Ainsi que le rappelle plus loin Jean-Claude Willame, le financement de

minières et pétrolières, à suivre attentivement les événements et à investir éventuellement dans des opérations visant à renverser des régimes légalement établis. Finalement, la paix civile repose d'abord sur les agencements locaux de la circulation de la richesse et sur les capacités des sociétés locales à gérer les limitations du recours à la violence physique. Il en découle la figure ambivalente du jeune en arme, milicien ou « kadogo », qui protège autant ses proches qu'il les pille. Ceci, opéré loin de toute logique étatique légale-rationnelle, fournit la base d'une politique de la violence intimement liée à une économie de la protection dans un contexte rapproché, voire familial. C'est l'objet principal des enjeux locaux, des mobilisations et aussi des représentations des guerres des Congos. Par-dessus, se greffent des stratégies d'entrepreneurs politiques, tantôt chefs de partis, tantôt « seigneurs de la guerre », tantôt candidats à des élections présidentielles au-dessus de tous soupçons. Ils peuvent bénéficier de charisme, gagner des élections ou simplement distribuer de l'argent ou de la drogue. Enfin, dans un troisième cercle, les acteurs extérieurs, souvent très distants, peuvent intervenir en injectant des capitaux qui renversent le cours d'une guerre. C'est le cas des sociétés qui passent des contrats avec Kabila durant la guerre de 1996-97. C'est aussi le cas des compagnies pétrolières qui soutiennent l'opération angolaise de « nettoyage » de Pointe-Noire en septembre 1997.

Dans la réalité, ces niveaux de fonctionnement ne sont pas séparés. Mais l'analyse des logiques locales de la guerre suggère que ces niveaux ne fonctionnent pas selon la même temporalité. L'insertion de la violence dans la vie quotidienne, avant même les épisodes militaires, s'installe dans la durée. C'est ce que rappellent aussi bien le texte de G. de Villers lorsqu'il évoque la chasse aux Banayarwanda au Zaïre que les trois textes sur le Congo-Brazzaville. Les entreprises politiques nationales fonctionnent plutôt quant à elles sur un mode cyclique. Elles sont au premier plan durant des périodes de conjonctures critiques, marquées par de fortes mobilisations dans presque tous les secteurs des sociétés et par une intense activité interprétative des imaginaires. Ce fut le cas pendant les conférences nationales ainsi que dans les moments intenses de la vie politique qui suivit. Mais le reste du temps, les partis et l'ensemble de l'appareil politique sont extérieurs ou n'ont que très peu d'importance sur la vie des sociétés congolaises. Enfin,

l'AFDL exigeait des opérations financières portant sur des richesses minières situées hors des Kivu, donc d'un éventuel « Tut-siland ». De même, l'hypothèse d'un « Mbochiland » sécessionniste au Nord de Brazzaville n'est jamais effleurée par les idéologues du PCT puisque chacun sait

que l'enjeu des mobilisations ethnorégionales « nordistes » est le partage des bénéfices du pétrole situés à l'extrême Sud du pays. L'idée d'être coupé du Sud constitue probablement la principale angoisse des originaires du Nord.

les interventions des acteurs extérieurs, opérations militaires (12), conférences de paix (13) ou financement des belligérants, ont parfois assez de poids pour transformer l'issue d'un conflit ; cependant elles n'appartiennent pas au temps vécu par les acteurs locaux et obéissent à des logiques qui ne peuvent donner lieu qu'à des interprétations déconnectées de l'univers de ceux qui les ont décidées. Elles sont généralement comprises dans un sens qui n'explique pas la logique de l'opération mais l'appropriation qu'en fait l'imaginaire local. Par exemple, les événements de février 1959 dont Florence Bernault rappelle ici le caractère fondateur dans l'imaginaire brazzavillois sont vécu comme l'acte de naissance de l'opposition politique du Sud et du Nord. Ce véritable récit des origines, tel qu'il est perçu par les habitants, n'offre pour ainsi dire aucune place à l'action déterminante de l'armée française qui s'interpose entre les combattants.

D'où observer la guerre ?

Dans la lecture globale d'un processus socio-politique complexe tel que des situations de guerres civiles, le choix des sites d'observation n'est pas neutre. Les recherches présentées ici, comme la plupart de celles que publie *Politique africaine*, sont orientées vers la recherche de terrain, avec une attention marquée pour les modes d'action populaires et l'imaginaire qui les accompagnent. Pour cette raison, elles sont originales et porteuses d'un regard neuf sur des faits récents qui sont traités le plus souvent ailleurs comme des événements médiatiques, c'est-à-dire sous un angle spectaculaire. Néanmoins, il est important de souligner que la problématique du « politique par le bas » n'épuise pas l'interprétation des processus mis en jeu par les thèmes étudiés dans ces pages. Les entreprises politiques nationales, qui s'expriment par exemple dans les stratégies des leaders ou dans l'utilisation de l'État comme vecteur de pénétration de la société, peuvent être qualifiées comme les sites moyens du politique en Afrique. Les enjeux gouvernementaux et multinationaux seraient alors les lieux du politique « par le haut ». Si l'on admet cette topique (il est vrai très discutable...), il faut convenir qu'aucun niveau n'est à dédaigner. Cependant, la priorité nous semble résider aujourd'hui au niveau où les apports

(12) Comme l'opération Turquoise au Rwanda de 1994 qui a eu des effets directs sur la situation au Zaïre ou encore l'opération Pélican qui permit à l'armée française d'évacuer les expatriés de Brazzaville en juin 1997.

(13) Comme celle de Libreville qui impose un accord aux belligérants de Brazzaville en août 1993 ou encore celle de Pointe Noire qui en avril 1997 s'efforce d'introduire une négociation entre Mobutu et Kabila.

de la recherche africaniste sont les plus originaux, c'est-à-dire dans la compréhension des formes élémentaires de la violence politique.

Les trois études consacrées au Congo-Brazzaville témoignent plus particulièrement de ce choix. Elles abordent par des entrées différentes et sous des angles distincts le problème de la concentration des enjeux politiques locaux dans la capitale : Brazzaville. Ce faisant, elles suivent le mouvement de l'arène politique congolaise et le tropisme de ses représentations. Et elles tournent le dos à Pointe-Noire, la capitale du pétrole, qui semble appartenir à un autre monde.

Une analyse de la crise fondée sur l'observation très fine du comportement des miliciens, plus précisément des « Cobras » de Denis Sassou-Nguesso, est fournie par Henri Ossébi. Celui-ci invite à refuser le parti pris implicite selon lequel la violence milicienne serait une pathologie par rapport à la normalité du jeu politique démocratique. Son étude conforte l'hypothèse évoquée précédemment d'une autonomie de la violence juvénile par rapport au champ dans lequel sont définies les rationalités des chefs de partis politiques. Pour asseoir son analyse il développe l'idée d'une privatisation de la violence succédant au monopole du parti-État. La place centrale du pillage dans la vocation des miliciens explique bien les tensions qui existent déjà durant la guerre entre ces jeunes et les états-majors partisans.

Florence Bernault revient sur la trajectoire historique de l'ancienne capitale de l'Afrique Équatoriale française. Elle insiste à juste titre sur l'origine coloniale de cette ville utilisée, rappelle-t-elle, pour concentrer les populations locales, pour contrôler la dissidence et diffuser une idée spécifique du pouvoir central. Tout est en place depuis longtemps pour fournir le cadre des crises politiques successives : émeutes de 1959, révolution de 1963, coups d'État de 1968 et 1979. Tout cela bien avant les événements de 1990 qui mènent à la conférence nationale et enfin à la montée de la guerre civile qui atteint un pic en 1997. Cette perspective historique est indispensable pour remettre de l'ordre dans l'analyse des représentations actuelles qui sont volontiers amnésiques, ou du moins n'utilisent des références du passé que sous une forme surinterprétée (14) et méconnaissable. La thèse de l'auteur repose au contraire sur un renversement du sens commun. Les guerres de Brazzaville ne résultent pas de contradictions entre une culture politique archaïque et un espace urbain moderne, mais de l'arti-

(14) Par « surinterprétation », on se réfère ici, dans un domaine qui concerne l'imaginaire, au « terme utilisé à quelques reprises par Freud à propos du rêve pour désigner une interprétation qui se dégage

secondairement alors qu'une première interprétation, cohérente et apparemment complète, a pu être fournie » (J. Laplanche et J.B. Pontalis, *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, PUF, 1967, p. 469).

culatation d'un système politique moderne et d'un espace archaïque, celui de la cité coloniale.

L'instrumentalisation de l'ethnicité est au cœur de l'article de Joseph Tonda. Il s'attache à montrer comment la fabrication d'un groupe ethno-régional constitue le passage obligé de la stratégie de reconquête d'un des protagonistes de la guerre de 1997. Décrivant d'autres entreprises, celle de Pascal Lissouba ou celle de Bernard Kolélas, l'auteur aurait probablement dévoilé des mécanismes assez semblables. Il parle ici de ce qui se passe dans le « camp-Nord », donc dans le fief de Denis Sassou-Nguesso dont il note qu'il s'apparente aussi métaphoriquement au camp de rééducation et au camp militaire. Il confirme les remarques apportées par Henri Ossébi sur les pillages et l'économie dans la guerre. Il s'attache ainsi à démontrer, que la « vérité » de la guerre est dans le rapport des hommes aux choses.

On retrouve dans le Congo « démocratique » de nombreux mécanismes décrits précédemment ; qu'il s'agisse des modalités de construction de l'ethnicité ou encore de la stratégie de conquête du centre par la périphérie. Avec parfois des réminiscences idéologiques plus perceptibles, qui ramènent aux années 1960 et aux théoriciens de l'encerclement des villes par les campagnes... Ces réminiscences deviennent plus précises quand elles sont clairement énoncées dans le vocabulaire d'époque, comme c'est le cas dans le texte d'Ernest Wamba dia Wamba joint à ce dossier. Cependant, il y a dans l'ancien Zaïre un changement d'échelle qui atténue la netteté du trait sous lequel se dévoilent les formes élémentaires des mobilisations violentes sur l'autre rive. Il n'y a pas là un Nord contre un Sud mais un puzzle ethno-régional qu'aucun idéologue ethnociste n'est parvenu jusqu'à ce jour à élever durablement en système bipolaire. Quant aux richesses du sol et du sous-sol, elles sont trop éparpillées pour qu'un seul point fasse converger les enjeux stratégiques. Enfin, le pays est suffisamment immense pour qu'y surgissent des « grands hommes » inconnus ou pour le moins oubliés. Il s'agit d'une éventualité aujourd'hui impensable à Brazzaville où les chefs des factions politiques sont en place depuis plus de trente ans et laissent peu de chances à l'apparition mystérieuse d'un nouvel Alexandre.

L'ascension de Laurent Désiré Kabila, son « anabase », est l'occasion pour Jean-Claude Willame de montrer les limites de l'illusion héroïque selon laquelle la réussite de cette entreprise politique pourrait être ramenée au caractère exceptionnel d'une personne ou encore à la rationalité de sa stratégie (15). Des trois fac-

(15) « On appellera "illusion héroïque" celle qui procède de l'idée que les périodes de crise politique s'opposent aux conjonctures routinières ou stables en ce qu'elles relèvent davan-

tage que ces dernières d'une analyse décisionnelle, analyse privilégiant le choix et, plus généralement, l'action des individus ou des groupes », M. Dobry, *Sociologie des crises*

teurs interdépendants qui sont dégagés, l'un peut être lu comme une intrusion du milieu international dans le contexte local de la violence. Il s'agit des effets du basculement politique qui s'est produit au Rwanda en 1994. Toutefois, l'analyse présentée ici montre une continuité spatiale et sociale qui ignore la frontière. De telle sorte que le second facteur isolé par J.C. Willame, l'exacerbation de la tension politique au Nord et au Sud-Kivu avec l'installation des réfugiés, constitue la liaison qui renvoie aux mobilisations et aux représentations locales. L'effondrement des structures de l'État zaïrois, à la dérive depuis 1990, offre le cadre indiscutable d'un scénario de succession néo-patrimoniale dans lequel les références à un projet de construction nationale sont absentes (16). C'est une vision confirmée, dans les termes qui lui sont propres (17), par Ernest Wamba dia Wamba quand il souligne l'incapacité de l'AFDL à rompre avec le « mobutisme ».

L'article de Gauthier de Villers se concentre sur une analyse des relations entre les logiques identitaires et les mobilisations politiques au Zaïre/RDC. Il dégage quatre facteurs : l'« autochtonie », la « zaïrianité », l'« ethno-régionalisme » et la « génération ». Il montre que dans le cas qu'il étudie, le deuxième de ces facteurs est directement lié au déclenchement des processus qui portent L.D. Kabila au pouvoir ; c'est-à-dire, la zaïrianité et son contraire, la privation de droits de citoyenneté aux habitants « rwandophones ». Les autres facteurs sont à l'œuvre depuis plus longtemps. Outre qu'il confirme les hypothèses concernant le caractère endogène des conditions de possibilité de la guerre, ce travail met en lumière une différence importante entre les deux Congos. En effet, ici et là se retrouvent des relations très étroites entre la fabrication identitaire des secteurs ethno-régionaux et la mobilisation politique ; en revanche, le Congo-Brazzaville ne connaît pas d'équivalent à la question de la « zaïrianité » puisque ne s'y pose pas de problème foncier lié à la surcharge démographique. Malgré le flou qui peut régner sur les frontières, la guerre civile de la rive droite ne repose pas sur des interprétations divergentes d'une « congolité ».

Comparer à ces considérations, le choix d'un prénom en République Démocratique du Congo peut sembler un sujet anodin. Il n'en est rien. Comme le prouve Isidore Ndaywel è Nziem, il s'agit d'un terrain où s'est exprimée la résistance à l'« authenticité » voulue par Mobutu, donc au mobutisme. S'il est trop tôt pour évaluer

politiques, la dynamiques des mobilisations multisectorielles, Paris, PFNSP, 1992, p. 79.

(16) Une des discussions les plus récentes – et intéressantes – des effets du néo-patrimonialisme sur les transitions démocratiques africaines se trouvent dans

M. Bratton et N. Van de Walle, *Democratic experiments in Africa ; Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, chapitre 2.

(17) C'est-à-dire ceux d'un acteur engagé.

les changements qu'apporteront les nouvelles conditions politiques, il est intéressant néanmoins de montrer comment un acte aussi privé peut participer à la définition d'une gouvernementalité.

En présentant ce dossier à un moment où les deux Congos ont des régimes récemment installés et directement contestés par la voie des armes, l'intention n'est pas de fournir des articles d'encyclopédie. Les conjonctures critiques d'aujourd'hui laisseront la place demain à des périodes plus stables. Ce qui est souhaité, et forme l'intention principale des auteurs, réside dans la recherche et la mise au jour de ces formes élémentaires de la violence politique qui, pour être appelées à s'infléchir dans le temps long, peuvent resurgir de manière identique à n'importe quel moment des prochaines années. En ce sens, les textes réunis ici ont des chances de participer à l'accumulation d'un savoir sur ces sociétés.

Patrick Quantin
CEAN, Bordeaux
Octobre 1998